

# Compte rendu de la réunion du Comité scientifique du 12 février 2013

Après avoir présenté les excuses d'Hélène Lagès et Alain Ruscio pour leur absence, la présidente évoque la démission d'Olivier Wieviorka que ses multiples activités empêchent d'assister à nos réunions. Pour le remplacer sont proposés les noms de Jean-Pierre Koscielniak, historien spécialiste de la Seconde Guerre mondiale en Lot-et-Garonne, et de Guy Perville, professeur à Toulouse et spécialiste des guerres coloniales et de l'outre-mer. Le comité décide que J.-F. Sibers transmettra à Martine Salmon les coordonnées de cet universitaire pour lui proposer de faire partie du comité.

Est ensuite évoquée la mission d'aide au comité. Camille Zvenigorodsky ne voit aucune possibilité de faire financer une telle mission par l'ANRU, ce que conteste Manuel Dias qui avance que, dans certains opérations de l'ANRU, un volet mémoire avec des fonds a pu être prévu, mais que les contraintes budgétaires actuelles rendent cette idée peu réaliste.

Jean-François Sibers rappelle que ce travail documentaire et scientifique est jugé nécessaire par le comité scientifique et que son portage doit être recherché ailleurs, si besoin, mais que c'est au comité de pilotage de prendre la décision. Le comité scientifique insiste pour rencontrer au plus vite le comité de pilotage pour exposer ce projet. Il faut donc dans un premier temps estimer le coût d'une telle mission et son calendrier pour présenter le projet au comité de pilotage (Camille Zvenigorodsky), d'autant que la marge de manoeuvre est minime, les crédits de l'ANRU restants étant minimes et même menacés, précise Claire Pasut.

Le portage par l'ANRU semblant impossible, il faudrait voir si un financement par la Région et l'Etat pourrait être envisagé. Pour ce qui est de la DRAC, cette mission documentaire est inscrite dans le programme du patrimoine immatériel et pourrait être envisagée dans le cadre de la Bibliothèque Numérique du Savoir (BNSA) à hauteur de 10 000 euros (50 % du projet); le Conseil général de Lot-et-Garonne assurant les autres 50 % avec d'autres financeurs possibles (communauté d'agglomération, commune de Sainte-Livrade-sur-Lot...). Les Archives départementales assureront le suivi scientifique d'une telle mission. Madame Pasut interviendra auprès de la Région pour présenter un tel projet dûment chiffré et muni d'un calendrier.

Est ensuite abordé le problème de l'extranet mis sur pied par J.-F. Sibers pour que les membres du comité puissent échanger entre eux et avec les associations de résidents du CAFI. Elodie Pignol demande à ce qu'une alerte puisse prévenir chacun de nouveaux messages ou études mises en ligne.

Il est décidé que les associations auront un extranet à part, sur le modèle de celui du comité avec un blog et une bibliothèque. Leurs messages seront lus par tous, mais seule la présidente leur répondra après entente avec ses collègues.

Pour ce qui est de rencontrer les associations, il est proposé de recevoir à la prochaine réunion la CEP-CAFI et les autres associations qui voudront bien venir afin de les écouter et de faire caisse de résonance.

En fin de matinée et avant le déjeuner Camille fait le point sur l'avancement des travaux de réhabilitation de la pagode et des deux barres dont la rénovation est financée (l'une contenant l'église et une salle de conférence modulable, l'autre une salle des associations). Les deux autres barres conservées et les espaces verts ne font partie d'aucun programme financé aujourd'hui et ne seront pas touchés tant d'un projet structuré ne sera pas mis sur pied.

L'après-midi, Pierre Journoud tient au courant le comité des manifestations prévues dans le cadre de l'année France-Vietnam, et, en particulier le colloque "Les relations entre les France, l'Europe et le Vietnam depuis 1954" co-organisé par l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne, le ministère français des Affaires étrangères et l'Université des sciences sociales et humaines de Hanoi. Dans cette manifestation, qui devrait avoir lieu en janvier 2014, une intervention sur notre projet de lieu de mémoire pourrait faire l'objet d'une communication. Puis Dominique Rolland présente ses « Réflexions sur le lieu de mémoire du CAFI ». Après avoir rappelé son investissement dans ce projet, elle insiste sur quelques points qui lui semblent essentiels.

Et d'abord, la nécessité urgente d'un dialogue entre les acteurs du CAFI (associations de résidents et autorités). Pour cela, elle propose des ateliers de discussion sur des thèmes précis pour prendre conscience des contraintes et du possible à réaliser. Il y a urgence à expliquer aux résidents ce qu'est un lieu de mémoire avec sa double dimension émotionnelle et pédagogique.

Pour elle, il faut faire preuve de capacité innovante dans la conception de ce lieu. Faut-il associer un artiste au

projet, reconstituer un logement des années 1955-1960, accueillir des chercheurs, créer un festival annuel du CAFI ? Quelle doit-être la part du virtuel ? Autant de questions et propositions qu'elle énumère, détaille, critique. Suit une discussion avec les membres du comité avec comme conclusion de privilégier l'écoute de chaque association plutôt que de n'entendre qu'un représentant de toutes les associations. La prochaine réunion aura lieu fin juin ou début juillet à la DRAC à Bordeaux.